Trente-huitième Année N° — 80 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES MARDI 21 MARS 1893.

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . . TROIS MOIS. . . 13 fr. 50. . . SIX MOIS. . . 26 fr. . . UN AN. . . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . TROIS MOIS. . . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, rue Neuve, 17. - Tourcoing, rue des Poutrains, 42

Directeur : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :

Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 BIS. — à PARIS, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28. — à BRUXELLES, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 20 MARS 1893.

TRISTE JOURNÉE !

On va lire le récit des scènes d'odieuse violence qui ont eu lieu dimanche à Roubaix.

Quelqu'opinion qu'on professe, il n'y a pas deux manières d'apprécier cette journée : c'est, de la part des socialistes, un attentat au Droit et à la Liberté ; chez les autorités municipales la complicité la plus évidente avec les perturbateurs. Quant à la police, elle a attendu, pour agir, que tout le mal fût fait et elle n'a rien tenté pour défendre d'honnêtes citoyens réunis *chez eux* pour l'exercice d'un droit imprescriptible.

Nous savons désormais — ce dont nous nous doutions déjà — qu'à Roubaix ceux qui ne sont ni avec les socialistes, ni avec le gouvernement du Panama ne peuvent plus compter sur la protection de la Loi. Viennent des troubles plus sérieux et il ne leur restera plus qu'à opposer la force à la force.

Quant aux gens modérés du Parti ouvrier, ils voient le cas qu'il faut faire des déclarations des meneurs socialistes assurant qu'ils ne veulent pas user de la violence.

De pareils incidents portent dans beaucoup d'esprits, une irréparable atteinte au principe de la liberté de réunion. Et si, un jour, une dictature, soutenue par l'opinion surmenée, supprime cette liberté avec les autres les ouvriers, impuissants sans elle à s'entendre pour la défense de leurs intérêts les plus légitimes, se souviendront que ce seront les socialistes qui l'auront tuée.

A. R.

M. THELLIER DE PONCHEVILLE
A ROUBAIX

Une réunion empêchée. — Le coup des fausses cartes. — L'invasion. — Un bureau comme on en voit peu. — Une bataille rangée. — Intervention de la gendarmerie. — Plusieurs blessés. — Bagarres et ovations.

Avant la réunion

La réunion privée, annoncée pour dimanche après midi, à la salle Dominique, et dans laquelle M. Thellier de Poncheville, député du Nord, devait prendre la parole, n'a pu avoir lieu, à la suite de scènes absolument scandaleuses, qu'il serait impossible de détailler toutes — elles ont été multiples — mais dont nous allons essayer de donner la physionomie d'ensemble.

Les faussaires

Certaines personnalités turbulentes, mises en appétit par les scènes qui avaient signalé la récente conférence de M. l'abbé Margerin, curé de Fourmies, à l'Hippodrome, avaient voulu rééditer le même « boucan », mais en plus grand, avec une ordonnance plus réglée et des troupes plus nombreuses.

Pour mieux assurer la réussite de l'entreprise, on avait eu recours à un procédé plus que discutable, à des moyens qui relèvent avant tout du Parquet et qui méritent le mépris de tout ce qu'il y a d'honnêtes et loyales gens à Roubaix : on avait purement et simplement fabriqué de fausses cartes d'invitation, portant la pseudo-signature de l'honorable président de l'Union Catholique, M. Justin Ruffelet. Ces cartes avaient été répandues à profusion parmi les militants du parti socialiste.

Aussi, dès trois heures et demie, nombre de socialistes se présentaient-ils à la porte de l'établissement Dominique. Tout d'abord, la supercherie ne fut pas découverte et une trentaine de socialistes pénétrèrent dans la salle : mais bientôt les contrôleurs s'aperçurent de la fraude, et ils interdirent l'entrée à ceux qui suivaient les premiers arrivés.

Première bagarre

Ce fut le signal des protestations, puis, bientôt des bagarres

Tandis que les citoyens paisibles, munis de cartes régulières, attendaient dans la rue qu'ils puissent pénétrer dans la salle, les socialistes faisaient le siège du contrôle, insultant et frappant les jeunes gens qui remplissaient les fonctions de commissaire, organisant de formidables poussées et bousculades.

Les coups de canne pleuvaient, et les chapeaux volaient — comme les feuilles d'automne secouées par le vent.

Comme intermède, des cris en l'honneur du « martyr » Culine, des hymnes révolutionnaires, et force injures à l'adresse des catholiques et — notamment des prêtres — qui prenaient la liberté d'un de leurs droits de citoyens.

Parmi les membres du contrôle — ils ont tous montré, d'ailleurs, un courage au-dessus de tout éloge — tenant tête à ce déchaînement, M. François Dillies-Piat se vit déchirer complètement les habits : sa poitrine était à nu !

Dans la salle. — Premier coup d'œil

Force reste, en fin de compte, à la foule — et nous pénétrons, au milieu d'une inénarrable cohue, dans la salle.

Il est aisé de prévoir, d'ores et déjà, que la réunion ne pourra pas avoir lieu.

Les socialistes composent une très grosse moitié de l'assistance : ils ne cessent de crier et de chanter. Parmi eux, plusieurs femmes affiliées, nous dit-on, à la Libre-Pensée, et dont l'une, toute petite et coiffée d'un chapeau tyrolien campé sur l'oreille, jouera tout à l'heure un rôle prépondérant.

Le crucifix décroché. — Nouvelles bagarres Des blessés

Au milieu du bruit infernal, un individu va décrocher le crucifix qui préside à toutes les réunions de l'Union catholique, et le jette sur le sol. Quelques catholiques qui s'aperçoivent du fait protestent énergiquement et une bagarre se produit.

On s'empoigne dans les galeries : chapeaux, cannes et parapluies décrivent des paraboles dans l'espace — bientôt suivis de chaises que les socialistes lancent du bas contre les catholiques.

Un de ces derniers, M. Emile Delattre fils, âgé de 18 ans — en poursuivant le quidam blond, coiffé d'un feutre gris, qui avait décroché le crucifix — est sauvagement renversé et piétiné par une vingtaine de forcenés qui le couvrent de coups de pied et de coups de poing. On emporte M. Delattre, tout ensanglanté.

Les catholiques, indignés d'un tel spectacle s'écrient :

— Voilà comment vous entendez la liberté !

Une voix socialiste répond :

— La liberté, pour nous, c'est la force !

Ajoutons de suite que M. Paul Delmasure s'est emparé de l'image du Christ profanée, et l'a mise en lieu sûr.

La petite femme au chapeau tyrolien

Enhardis par cette première victoire, les socialistes exultent et poussent des cris de triomphe. Ils se massent dans les galeries supérieures. Les écharpes et drapeaux rouges se montrent, sont frénétiquement agités par une demi-douzaine d'individus qui crient à s'époumonner :

Vive Culine !
Vive la Révolution sociale !
Vive la Commune !
Vive le Drapeau rouge !

Intervention de M. Paulus

Sur les entrefaites, la petite femme au chapeau tyrolien dont nous avons parlé plus haut — et qu'on nous dit être Hilloise — escalade la tribune, escortée de ses deux compagnes, et son apparition provoque les applaudissements de ses amis. La présidente improvisée agite la sonnette et prononce des mots qui se perdent dans le bruit quand M. Laurent Paulus intervient, lui fait remarquer qu'un bureau régulier va être constitué et que sa place n'est pas là.

Mais le mouvement de M. Paulus a été guetté. Dix socialistes entourent immédiatement cet homme seul. On veut le jeter en bas de la tribune — et l'on y réussit. Heureusement, M. Paulus n'est pas blessé.

La sonnette tinte toujours dans le brouhaha énorme, dans les chansons et les cris et les siffets.

On crie : Vive Culine ! Vive la sociale ! On exhibe les couleurs rouges. La scène est indescriptible. Le *Ça ira* et la *Carmagnole* sont entonnés en chœur par les envahisseurs triomphants.

« Va faire la soupe ! » Un tableau de genre

La petite femme au chapeau tyrolien fait mine de constituer un bureau.

— Vas faire la soupe chez toi ! crie un assistant.

Des citoyens clament : Lepers ! Lepers !

Le tumulte ne permet pas de s'entendre, car, de tous côtés, sont engagés des colloques les plus violents ; on ne se ménage ni les coups de poing ni les coups de canne ; les chapeaux se promènent toujours dans l'air ; la présidente elle-même, entrant dans le mouvement, attrape le sucrier, et lance le sucre, en guise de projectiles, à la tête de ses adversaires !

Et, pour compléter le tableau, cependant que là-bas, dans le fond de la salle, on chante un hymne socialiste, la petite femme au chapeau tyrolien esquisse — toujours sur la tribune — un pas savant, d'une irréprochable correction chorégraphique !

A la française !

Mais la scène va encore se corser.

Justement indignés de ne pouvoir être maîtres chez eux, des catholiques se massent à l'entrée, se forment en colonne, et s'avancent à l'assaut de la tribune — à la française, en chantant !

On entonne :

Je suis chrétien. .

D'autres citoyens chantent la *Marseillaise*, en guise de protestation contre les orateurs socialistes.

Une première chaise part de la tribune, occupée par les socialistes, et va frapper à la tête un paisible spectateur de la scène.

La grande mêlée

Mais le signal de la grande bagarre est donnée, et nous assistons à un spectacle qui va bientôt tourner au tragique.

Tandis que les catholiques arrivent en monôme triple à l'assaut de la tribune, les socialistes font volte-face pour en défendre l'accès.

Une mêlée générale s'engage au milieu de vociférations et de hurlements inouïs. MM. Thellier de Poncheville et Ruffelet sont dans la salle : celui-ci est même blessé légèrement à la main d'un éclat de verre.

Des deux côtés, on se lance des chaises à la tête : Les socialistes décrochent les banquettes qui se trouvent près de la tribune et les lancent de toutes leurs forces. Les bancs sont lancés du haut des galeries sur la tête des catholiques.

En fait, c'est un inénarrable saccagement — dans lequel, nous assure-t-on, des adjoints comme M. Tranmoy, et des conseillers municipaux jouent un rôle actif.

Par un hasard extraordinaire, s'il y a beaucoup de contusionnés, il y a peu de blessés — et c'est chose presque incompréhensible. M. Tranmoy, cependant, reçoit à la tête une chope lancée par un de ses amis, et qui ne lui était certes pas destinée.

Le drapeau français foulé aux pieds

Quant tout est brisé, quand la dévastation est à peu près complète, on s'en prend aux trophées de drapeaux tricolores. Les hampes sont brisées, des drapeaux lacérés, foulés aux pieds ! Un individu piétine les couleurs nationales et crache dessus ! D'autres séparent le rouge du bleu et du blanc, et agitent les drapeaux rouges improvisés.

Nous le répétons, la scène est indescriptible.

L'attitude de M. l'abbé Bataille

Il est impossible, ici, de ne pas noter la courageuse conduite de M. l'abbé Bataille qui, au plus fort de la bagarre, exposé à tous les coups, s'interpose entre les combattants. Autour de lui pleuvent les chaises, les bancs, les verres, des projectiles de toute espèce — que M. Bataille pare avec adresse et un sang-froid qui ne se dément pas. Le sucrier, — dernier ornement du bureau ! — vient s'abattre à ses pieds. Mais le courageux ecclésiastique n'abandonne pas la place. Ce que voyant, un énergumène décroche un trophée tout entier, et, du haut d'une galerie, le jette sur la tête de l'abbé Bataille, qui n'est d'ailleurs pas blessé.

L'entrée de monsieur le premier adjoint

En fin de compte, les socialistes restent maîtres du terrain. Alors, entre, rayonnant et le sourire aux lèvres, la canne à la main — chapeau de haute forme, gants de peau et épingle de prix à la cravate — M. Olivier Branquart, premier adjoint au maire de Roubaix, qui vient constater le triomphe de ses troupes, campées sur le champ de bataille.

Le contraste prête aux commentaires, mais le mot le plus en situation part des galeries :

— Monsieur l'adjoint, au Dahomey, on est moins sauvage qu'ici !

Les discussions les plus vives s'engagent entre socialistes et des assistants qui sont restés dans la salle. Plus de trente individus entourent et invectivent MM. Eugène Motte et Alfred Orange, que leur crânerie met à l'abri de toute agression.

Les tribunes sont toujours comble, cependant — et, dans la salle, on conjure encore une fois le gouvernement de « rendre un père à sa famille » et « Culine à ses enfants ».

M. le commissaire Daudé et M. Reboux

Sur les entrefaites, M. Paul Watine aborde M. Daudé, commissaire du premier arrondissement, qui se trouve à l'entrée, et lui demande de faire intervenir ses agents pour dégager la salle. Un adhérent à l'Union catholique, M. Toulemonde-Dazin, renouvelle cette demande. Le gendre de Mme Dominique vient se plaindre à son tour qu'on casse tout chez sa belle-mère. M. le commissaire répond *que cela ne le regarde pas, la réunion étant privée !* Survient M. Alfred Reboux qui prend à son tour le commissaire à parti, lui reprochant de ne pas faire son devoir : « On se bat dans la salle, il y a des blessés ! On a foulé aux pieds le drapeau français, et l'on a arboré le drapeau rouge ! et vous restez-là, Monsieur le Commissaire ! Comment comprenez-vous donc votre service ?»

M. le commissaire engage son interlocuteur à « modifier ses expressions ! » (sic). D'autres citoyens protestent hautement contre cette inertie.

L'intervention de la gendarmerie

Mais voici qu'intervient enfin la gendarmerie et quelques agents ; la salle est évacuée lentement, et non sans que de nombreuses protestations n'éclatent.

Bruyamment, dans un groupe, M. Thérin, conseiller municipal, proteste et refuse de sortir. Mais il sort quand même — vaincu sans doute par le tact et la mansuétude apportés par la gendarmerie dans l'exercice de sa difficile mission.

La sortie

Les incidents ne manquent pas à la sortie. Les esprits sont bien trop surchauffés pour que chacun se décide à rentrer tranquillement chez soi.

Il y a des bagarres, des rixes sur tous les points.

Des colloques ont lieu entre les citoyens Catrice et Thérin et l'abbé Bataille, les premiers disant à l'ecclésiastique : « Restez dans vos églises. », le second reprochant à ses contradicteurs de ne savoir pas respecter la liberté d'autrui.

M. Reboux et M. Branquart

Dans un autre groupe, M. Alfred Reboux va droit à M. Branquart, et lui reproche, dans les termes les plus vifs, d'avoir manqué à tous ses devoirs de magistrat municipal. « Vous, le premier adjoint, continue M. Reboux, vous devez défendre l'ordre et la liberté des citoyens. La responsabilité de ce qui se passe retombe sur vous ! »

On fait une ovation à M. Alfred Reboux. Les chapeaux s'agitent : autour de lui, de nombreux jeunes gens crient de toute la force de leurs poumons : Vive Reboux ! pendant que les socialistes chantent : *A bas Reboux, il faut le pendre !*

On descend ainsi la rue de l'Alouette, M. le premier adjoint restant tout interloqué de la semonce qu'il vient de recevoir. En tête du groupe sympathique qui entoure et protège M. Alfred Reboux, un vieil ouvrier crie : « Vive la République ! »

A la hauteur de la rue de l'Espérance, M. Alfred Reboux s'aperçoit que MM. Thellier de Poncheville et Ruffelet et quelques catholiques connus sont restés près de la salle Dominique entourés de groupes menaçants ; il engage les amis qui l'entourent à rejoindre ces messieurs avec lui.

Ovation à M. Thellier de Poncheville

On fait alors une frénétique ovation à M. Thellier de Poncheville. L'éminent député répond : « Ne criez pas : Vive Thellier ! mais *Vive la France !* » Le cri de : Vive la France ! est répété par une grande partie de la foule. Les socialistes répondent : « A bas la patrie ! *A bas la calotte !* » Des rixes s'engagent encore. Un vivat chaleureux chanté à M. Thellier de Poncheville domine un instant le tapage.

Les socialistes finissent par se tenir tranquilles en présence de ce petit groupe d'hommes et de jeunes gens résolus.

L'ovation se prolonge jusqu'au domicile de M. Ruffelet où est descendu M. Thellier de Poncheville. Devant la porte, le député de Valenciennes s'arrête : toutes les mains se tendent vers lui.

« Oui, s'écrie-t-il, criez : Vive la France ! Vive la liberté ! On m'a empêché de parler aujourd'hui, mais le dernier mot n'est pas dit : la liberté aura son heure, et ses droits ne seront pas toujours méconnus ! Encore une fois : Vive la France ! »

Les chapeaux s'agitent. On répète : Vive la France ! On chante un dernier vivat. On crie de nouveau : « Vive Thellier de Poncheville ! »

Une arrestation

Une arrestation a été opérée à la sortie de la salle Dominique ; un manifestant, un sieur Jules Devallée, rue de Lannoy, ayant une longue bande rouge voulut échapper à une arrestation par la fuite — sous la protection d'un groupe de frères et amis. Poursuivi par la gendarmerie, il fut arrêté, rue du Chemin de fer, après une énergique résistance.

Les camarades essayèrent bien de délivrer le prisonnier, mais, devant l'attitude énergique de la gendarmerie, ils renoncèrent à ce projet.

Aussi, l'homme au drapeau rouge fut il maintenu, conduit et écroué au poste du 1er arrondissement : il a été toutefois relâché vers cinq heures.

L'impression à Roubaix

L'impression produite à Roubaix par les événements, dont nous venons de donner une pâle et sans doute bien incomplète esquisse, a été considérable. Dans la soirée, ils ont fait l'objet des conversations générales, et des discussions les plus animées dans les cafés. L'opinion est unanime à condamner de pareils excès.

Le départ de M. Thellier de Poncheville

M. Thellier de Poncheville a repris le train pour Lille à 8 heures 31. De nombreux jeunes gens l'attendaient à la gare et lui ont fait une ovation chaleureuse.

En quelques paroles d'une noble et vibrante éloquence, M. Thellier de Poncheville les a remerciés et il a terminé par le cri de : Vive Roubaix ; Vive la France !

Au départ du train, on crie Vive Thellier !

Il y a des socialistes qui chantent *A bas Reboux... Les jeunes gens venus pour saluer M. Thellier*, répondent en criant : Vive Reboux ! et escortent jusqu'à la Grande-Place, le directeur du *Journal de Roubaix*.

Ca été le dernier incident de cette soirée mouvementée.

LA SITUATION AU DAHOMEY

Voici quelques extraits d'une lettre du Dahomey publiée par le *Figaro* :

« Le général Dodds avait décidé d'expulser du territoire les Allemands qui ont vendu à Béhanzin des armes perfectionnées. Il n'y avait pas d'autre remède à employer pour assurer la pacification.

» Or les arrêtés d'expulsion étaient à peine exécutés que le sous-secrétariat des colonies, *à l'instigation de M. Ribot*, faisait envoyer le télégramme suivant : « Maison Valbert Brohm fermée définitivement, maison Berth et Joss maintenue jusqu'à nouvel ordre, maison Trangott Sohner rouverte. »

« Cette reculade n'a pas été du goût du général Dodds, qui parla aussitôt de s'en aller, puisqu'on le désavouait ainsi dans les actes les plus importants de la pacification.

» Il semble vraiment qu'à Paris on veuille excuser les Allemands et les protéger contre nos soldats eux-mêmes ; cependant chaque jour, les charges les plus accablantes augmentent. C'est ainsi qu'on a retrouvé dans les fouilles à Allada des documents écrits, et entre autres une lettre où le sieur Barth, un des inculpés, insulte les Français de la belle manière.

« Le roi Béhanzin est à Boouté, à 50 kilomètres au nord-ouest d'Abomey, attendant la première occasion de reprendre l'offensive ; il compte en effet de nombreux partisans au Togo d'où partent des convois de sel, de vivres et de munitions.

» Nous ne pouvons empêcher le ravitaillement des dernières troupes de notre ancien adversaire ; il faudrait pour cela échelonner le long du Mono, un assez grand nombre de postes qui, non seulement ne seraient pas à l'abri de tout danger d'attaque, mais se trouveraient encore dans de telles conditions d'hygiène que la fièvre les décimerait.

» A Whydah, point réputé le plus sain du Dahomey, il meurt un homme tous les deux jours. Quant aux malheureux qui descendent de Cana, de Goho et d'Allada, pour être rapatriés, ce sont de véritables squelettes : beaucoup meurent en route.

» Je crois que l'on n'osera jamais publier la statistique médicale, elle serait trop tristement instructive : le bataillon d'Afrique, arrivé depuis deux mois d'Algérie, a le quart de son effectif perdu ; les trois autres quarts ne valent guère mieux.

» Le capitaine Folea est décédé après avoir enterré en six jours à Adegon quarante de ses hommes morts de la fièvre.

» Ajoutez à cette situation sanitaire déplorable le fait très peu encourageant que nous ne savons pas où nous allons ni ce que nous voulons et vous aurez la note exacte sur le Dahomey en cette année 1893. Peu de gloire, des corvées terribles, la maladie et un résultat des plus négatifs pour la France. »

***

Paris, 19 mars. — Nous avons publié, il y a quelque temps, une interview du prince Daigouay, le métis dahomeen, qui s'offrait, assez naïvement du reste, à négocier une entente entre Béhanzin et la France. Nous ne savons point quelle suite a été donnée à ces ouvertures, sur le caractère desquelles il aurait convenu d'être fixé.

Toutefois, les renseignements de nature alarmante publiés par le *Temps*, lieu, ce matin par le *Figaro*, ne font que confirmer ce que l'interview citée par nous avait révélé.

D'après des renseignements qui nous parviennent, une interpellation serait adressée au gouvernement à ce sujet d'abord, et surtout au sujet de la situation des maisons de commerce.

Une note officieuse donne lieu à l'information de nos confrères à ce sujet à un démenti embarrassé et ambigu. Le sous-secrétaire d'Etat sera appelé à l'expliquer, comme à expliquer également les ordres donnés au général Dodds à ce sujet.

ÉLECTION SÉNATORIALE DU 19 MARS 1893
HAUTE-SAONE

Inscrits : 870 — Volants 865

MM. Colfol, conseiller général républ.	175	Elu.
Mercier, député républicain	372	

Il s'agissait d'élire un sénateur en remplacement de M. John Lemonne, républicain, sénateur inamovible, décédé dont le siège a été attribué par le sort au département de la Haute-Saône. Au renouvellement de 1894, MM. Brunet et Levrey, républicains, furent élus par 749 et 734 voix sur 890 votants.

Il est à remarquer que pour la quatrième fois depuis Panama, les électeurs sénatoriaux mettent de côté les députés ou leurs créatures.

Ainsi dans la Drôme, M. Reynard, chef de cabinet de M. Loubet alors qu'il était président du conseil, a été écarté malgré l'appui de ce dernier, dans la Haute-Savoie M. Follliet, député et dans les Hautes-Pyrénées, M. Martial Baile, autres députés, ont subi le même sort.

Aujourd'hui, c'est le tour de M. Mercier, député aussi qui été éliminé au profit d'un conseiller général.

Il est à remarquer que cette dernière élection a eu lieu dans la Haute-Savoie, département que représentait M. Bathaut.

La triste fin de cet ancien ministre qui comparaît sur le banc des assises, n'est évidemment pas étrangère à cette décision des électeurs.

LA MORT DE JULES FERRY

LES CAUSES DE LA MORT

La mort si brusque de M. Jules Ferry a déjà donné lieu à tant de commentaires, qu'il n'était pas sans utilité de rechercher quelques informations précises sur le mal qui vient de tuer l'ancien président du Conseil. C'est un peu plus qu'un détail curieux, c'est presque de l'histoire.

Voici à ce sujet quelques détails donnés par le *Figaro* :

« Il y avait quatre médecins auprès de M. Ferry : MM. Huchard et Worms étaient assistés par deux jeunes médecins de grande valeur, le docteur Toupet et le docteur A. Weber, l'assistant de M. Huchard.

» Vendredi, à quatre heures du matin, M. Jules Ferry râlait du râle d'agonie : sous l'influence des injections d'éther, de caféine, de trimitrine, il reprit connaissance et put dire quelques mots haletants, hâchés par la brièveté du souffle, jusque vers cinq heures du soir.

» A ce moment l'aggravation fut définitive.

» Mandé par téléphone, le docteur Worms arrive, et c'est à lui que Jules Ferry dit ses dernières paroles, que nous transcrivons sans embellissements :

» « Ca va mal, . jusqu'au grand repos...

» A six heures, le docteur Huchard, rappelé en hâte, revient : Le pouls est petit comme un fil, la mort est imminente.

» A ce moment, à la stupeur de tous, le mourant surgit, se soulève, glisse à bas de son lit et se maintient debout, grâce à l'aide des deux assistants. Il étouffe, le vieux Vosgien entêté : l'air va manquer à sa large poitrine, il est tout violet d'asphyxie, et son œil est déjà vitreux. Mais un dernier effort l'amène debout, et le voilà qui marche avec une énergie farouche, tout d'un coté, prêt à tomber, qui marche vers son cabinet de travail dont la porte est ouverte : il a fait peut-être vingt pas pour venir là, tomber dans un fauteuil, près de la cheminée : six à huit minutes après, il a rendu le dernier souffle. Sa vaillance lui est demeurée jusqu'au bout. Il a beaucoup souffert.

A LA MAISON MORTUAIRE

Paris, 19 mars. — Toute la journée, de nombreux curieux ont stationné à l'angle du Cours de la Reine et de la rue Bayard, en face de l'hôtel de M. Jules Ferry.

MM. Bourgeois et Siegfried, ministres, se sont rendus cette après-midi, à la maison mortuaire.

A la mise en bière, qui a eu lieu à deux heures assistaient MM. Charles Ferry, le docteur Worms, Charles Pissier et Gaston Deschamps. C'est à huit heures et demie, demain soir, que le corps sera transporté au Sénat, dans un fourgon des pompes funèbres.

Parmi les nous inscrits aujourd'hui, nous relevons ceux de MM. Thévenet, Aynard, Pelletan, Charles Roux, Georges Graux, Tirman, le général Brière de l'Isle.

Paris, 19 mars. — La mise en bière de M. Jules Ferry a eu lieu en présence de M. Charles Ferry, de MM. les docteurs Worms et Charles Risler.

A cinq heures, M. Bourgeois a rendu visite à la famille de M. Ferry.

LE SUCCESSEUR DE M. J. FERRY

Paris, 19 mars. — Il se confirme que M. Constans, si M. Carnot ne s'y oppose, sera élu président du Sénat.

M. JULES FERRY ET LA DROITE EN 1887

Le *Gaulois* publie un long article sur la formation du cabinet Rouvier en 1887 et le pacte qui fut conclu avec la droite :

« Le lendemain, M. de Mackau revint à l'Elysée. Dans l'intervalle, il avait vu ses collègues de droite et obtenu d'eux un mandat l'autorisant à poursuivre les arrangements en cours de débat.

» — Nous n'exigeons pas d'engagements formels, dit-il au président de la République, mais nous voulons d'autres procédés, d'autres agissements.

» Soit, dit alors M. Grévy. Causez avec M. Rouvier et ensuite envoyez-le-moi.

» Au sortir de l'Elysée, M. de Mackau se rend à la Chambre. En entrant dans la bibliothèque, la première personne qu'il aperçoit, c'est précisément M. Rouvier.

» Le député des Bouches-du-Rhône est en train de causer, dans l'embrasure d'une fenêtre, avec M. Jules Ferry et M. Raynal.

» M. de Mackau, n'avant rien à cacher devant les deux interlocuteurs de M. Rouvier, s'adresse à ce dernier, sans le prendre à part, et lui expose en quelques mots le « pacte » dont il vient de parler avec M. Grévy.

» A peine a-t-il terminé que M. Rouvier se tourne vers M. Ferry, et lui dit à brûle-pourpoint :

» — Qu'en pensez-vous ?

» A ce moment, la physionomie de M. Ferry était curieuse à voir. On sentait qu'un violent combat se livrait en lui. Refuser la perche, c'était ajourner la formation d'un ministère où figuraient ses amis, et cela était de toute évidence, puisque le chef désigné de ce cabinet le consultait à cette minute même.

» Mais, d'autre part, accepter le *modus vivendi* projeté, c'était souscrire à une sorte de désaveu de ses anciens actes de ministre, de son article 7, de sa campagne antiréligieuse.

» Son visage se contractait... ses ongles semblaient s'enfoncer dans ses mains contractées. Enfin, d'une voix ferme, mais témoignant d'un douloureux conflit intérieur,

» A ce propos, M. Andrieux nous adresse la lettre suivante :

» Paris, 19 mars 1893.

» Monsieur le rédacteur,

» Avec l'autorité que vous donne la grande publicité du *Petit Journal*, vous posez une fois de plus la question à laquelle il ne m'est pas permis de répondre.

» Vous avez raison de le dire : « Le gouvernement connaît le bénéficiaire du chèque qui se dissimule sous le pseudonyme de X... qu'il le révèle ! »

» J'en ai assez de porter seul la responsabilité d'un silence auquel je n'ai pas le droit de me soustraire.

» Mais le gouvernement qui n'est pas lié à le devoir de parler et de « dégager ainsi celui auquel M. Ribot a sottement fait une allusion lamentable. »

» Agréez, monsieur, l'assurance mes sentiments les meilleurs et les plus distingués. » ANDRIEUX. »

Les causes du rappel de M Georgevith

M. Georgevith n'est plus ministre de Serbie en France. Pourquoi son gouvernement l'a-t-il rappelé?

Ce que l'on raconte est fort délicat et bien étrange.

Voici la chose, dit le *Figaro* :

Récemment un vol d'une certaine importance fut commis à la légation serbe à Paris. Le coffre-fort avait été fracturé et les sommes qu'il renfermait avaient disparu.

Qui était l'auteur du méfait ? On ne le saura peut-être jamais.

Toutefois M. Popovic, attaché à la légation, fut révoqué.

Le bruit circulant avec persistance que cette disgrâce n'était pas sans relations avec l'affaire du coffre-fort, M. Popovic vient d'adresser au journal serbe *Borba* une lettre de protestation.

Il nie avec la plus grande énergie et s'élève avec indignation contre les soupçons qui pèsent sur lui.

Mais le plus joli, c'est que, dans cette lettre, M. Popovic affirme que le ministre de Serbie à Paris, M. Georgevitch, aurait découvert le voleur dans un personnage haut placé de la légation.

Ce serait donc pour avoir été trop clairvoyant que M. Georgevitch aurait été rappelé.

Les diplomates doivent savoir quelquefois fermer les yeux.

Une série de disparitions

Bourges, 20 mars. — Une profonde émotion règne à Vierzon, où, en moins de quelques jours, la justice a été informée de trois disparitions : le nommé Chassaing, convoyeur des postes, après avoir touché sa pension et démissionné de son emploi, a quitté sa famille en menaçant de se tuer ; la femme Bagnolet a quitté également son domicile en laissant son mari, ses enfants, emportant toutes les ressources du ménage.

On craint qu'elle n'ait été victime d'un accident.

En dernier lieu, un boulanger est parti après avoir maltraité sa famille, notamment son beau-père, qui fut blessé légèrement d'un coup de couteau.

Que d'or ! — Alerte à San Francisco. — Des convois archi-millionnaires. — Opération suspendue.

Washington, 20 mars. — Le gouvernements des Etats-Unis vient d'interrompre et sans doute d'ajourner indéfiniment une des plus difficiles opérations de trésorerie qui aient été faites.

L'année dernière, on sait que des difficultés survinrent entre le Chili et les Etats-Unis. On crut la guerre inévitable.

A ce moment, le Trésor fédéral avait en dépôt dans sa succursale de San-Francisco, une somme de 100 millions de dollars en aigles et demi-aigles, soit 500 millions de francs.

On résolut un coup de main des Chiliens sur San-Francisco et on décida de transporter à Washington cette somme considérable, représentant un poids de 150,000 kil. L'opération était difficile, car les transports par chemin de fer, sur un si long parcours, dans des contrées où la police est à peu près impossible, n'offrent aucune sécurité.

On répandit les nouvelles les plus fausses sur la date et l'itinéraire du transport. On annonça que l'on arriverait à Washington par le *South Pacific*, et on l'expédia à New-York par le *Central Pacific*. On forma un premier convoi de 20 millions de dollars seulement, gardés par cinquante employés armés de fusils Winchester.

Le convoi arriva à destination et quatre-vingts employés furent occupés pendant une semaine à compter et à peser la monnaie.

Les difficultés étant aplanies, San-Francisco tranquille, on abandonna la suite de ce fantastique déplacement d'or.

Chambre des Députés

Séance du lundi 20 mars 1893

Présidence de M. CASIMIR-PÉRIER, président

La séance est ouverte à 2 h.

LES OBSÈQUES DE M. JULES FERRY

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai l'honneur de faire connaître à la Chambre que M. le Président du Conseil m'a annoncé que les obsèques de M. Jules Ferry faites aux frais de l'Etat, auront lieu mercredi à une heure et demie au Palais du Luxembourg.

Questions diverses

La Chambre adopte en deuxième délibération la proposition de M. Pierre Legrand et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'étendre aux voyageurs à la commission et aux représentants de commerce le bénéfice de l'article 549 du Code de commerce, applicable aux commis, en cas de faillite du patron.

SÉNAT

Séance du lundi 20 mars 1893

Présidence de M. BARDOUX, vice-président

La séance est ouverte à 2 heures 10.

M. le président donne lecture d'une lettre du ministre de l'intérieur annonçant que les funérailles de M. Jules Ferry auront lieu aux frais de l'Etat et invitant le Sénat à assister à la cérémonie.

M. BÉRENGER. — Il s'est passé dernièrement des faits d'une immoralité révoltante dans des bals soi-disant privés donnés dans des lieux publics. Quelles mesures compte prendre M. le ministre de l'intérieur ?

M. RIBOT. — Des poursuites sont ordonnées, et des mesures seront prises pour éviter le renouvellement de faits semblables.

BOURSE DE PARIS DU 20 MARS

Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Terme	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cours de clôt
96 65	3 0/0.....	...	...	96 65	96 75	96 55
105 97	4 1/2 0/0.....	...	...	...	...	106 95
93 05	Italien	...	...	93 20	93 20	93 05
3920 ..	Banq. de France	...	...	3910 ..	3910 ..	3910 ..
150 ..	B. d'Escompte.	...	...	...	...	150 ..
651 ..	Banq. de Paris.	...	...	...	653 ..	652 ..
982 ..	Crédit Foncier.	...	...	985 ..	982 ..	980 ..
770 ..	Créd. Lyonnais	...	...	772 ..	775 ..	770 ..
145 ..	Crédit Mobilier.	...	...	...	148 ..	146 ..
1537 ..	Lyon.....	...	...	1533 ..	1533 ..	1532 ..
1892 ..	Nord.....	...	...	1878 ..	1878 ..	1878 ..
15 ..	Panama.....	...	...	...	...	15 ..
2620 ..	Suez.....	...	...	2615 ..	2617 ..	2610 ..
1550 ..	Obs.....	...	...	...	1545 ..	1545 ..
652 ..	Autrichiens.....	...	...	...	665 ..	665 ..
253 ..	Lombards.....	...	...	...	253 ..	253 ..
167 ..	Nord Espagne.	...	...	...	168 ..	168 ..
197 ..	Saragosse.....	...	...	...	202 ..	202 ..
... ..	Méridionaux.....	...	...	...	642 ..	642 ..
... ..	Métaux.....	...	...	...	...	...
505 ..	Egypte.....	...	...	505 ..	505 12	505 62
97 ..	Hongrois.....	...	...	...	97 ..	97 ..
21 87	Turc.....	...	...	21 92	21 90	21 82
583 75	Banq. Ottomane	...	...	586 ..	586 ..	585 ..
6144 ..	Extérieure.....	...	...	6147 ..	6145 ..	61 ..
390 ..	Rio-Tinto.....	...	...	390 ..	389 ..	385 62
418 75	Tharsis.....	...	...	...	418 75	418 75
21 7/8	Portugais.....	...	...	21 7/8	2115 ..	2115 ..
... ..	Consolidés.....	...	...	...	...	...
... ..	Russe 1880.....	...	...	...	...	...
98 80	Russe consolidé	...	...	...	98 75	98 75
78 83	Russe nouveau.	...	...	...	78 95	78 75
... ..	Fonc. d'Autriche	...	...	...	...	...
445 ..	Dynamite.....	...	...	...	445 ..	445 ..
... ..	3 0/0 nouveau.	...	...	...	...	...
438 ..	Algériens.....	...	...	...	438 75	437 50
108 ..	Câbles.....	...	...	...	110 ..	110 ..
70 85	Russe Orient...	...	...	70 60	70 75	70 50